



3 MAI, JOURNEE DE LA LIBERTE DE LA PRESSE :

La libération de l'information, c'est maintenant.

La journée de la liberté de la presse prend un relief particulier ce 3 mai 2013, car elle survient un an quasiment jour pour jour après l'élection du président François Hollande.

Malgré des promesses électorales sur le pluralisme, les concentrations, l'indépendance juridique des équipes rédactionnelles, France Télévision, l'AFP... le candidat du changement n'a pour l'instant quasiment rien mis en œuvre.

Globalement, le pluralisme est toujours en berne, les concentrations perdurent avec l'uniformisation des contenus. Les rédactions continuent à être vidées de leurs effectifs, la précarisation qui touche 20% des journalistes, s'accroît. Les plans sociaux se poursuivent en presse nationale (L'Equipe, Le Figaro) et en PQR. Les salaires sont gelés dans de nombreuses entreprises, les acquis sociaux attaqués, les journées de travail sont de plus en plus longues, et la polyvalence s'accroît. Le nombre de journalistes possesseurs d'une carte de presse stagne après avoir baissé pendant deux ans. Le statut du journaliste est menacé.

Tout ceci au détriment de la qualité de l'information, pierre angulaire de la démocratie.

On multiplie les supports avec les nouvelles technologies, mais l'information est loin de faire un saut qualitatif en regard de la globalisation des médias.

On continue à jouer sur les peurs, à privilégier les faits divers, le parti pris du sensationnel, à développer l'information spectacle. Les citoyens ne s'y retrouvent plus et un discrédit frappe les médias et les journalistes.

L'explication n'est pas dans le refrain éternel d'une crise de la presse. Mais bien parce que principalement les mêmes grands groupes tiennent toujours les rênes des médias (Dassault, Bolloré, Arnault, Niel, Lucas, Lagardère, Bouygues, etc.). L'information pour eux est une marchandise comme une autre qu'il faut vendre pour contenter les actionnaires et réaliser des profits à deux chiffres.

Alors tant pis si des titres meurent (France Soir, La Tribune, des sites internet, etc.). Si d'autres sont menacés, tels Libération ou l'Humanité.

En PQR, que dire de l'opération Tapie, qui dans le silence le plus total des pouvoirs publics a pu reprendre sans coup férir Nice Matin, La Provence, Corse Matin, les journaux du pôle sud de Hersant, l'exilé fiscal. Quid de l'avenir des titres en Champagne Ardennes Picardie repris par le groupe Rossel ?

Le Crédit Mutuel va-t-il poursuivre impunément les fusions avec des contenus de plus en plus uniformes.

Sans oublier la presse magazine où les groupes de presse internationaux (Mondadori, Prisma Média) contrôlent ces formes de presse, championnes de la précarité en particulier pour les pigistes.

L'AFP est à nouveau sous la menace de contraintes budgétaires du fait d'une politique erratique du PDG Emmanuel Hoog qui vient d'être reconduit sans que le contrat d'objectifs et de moyens (COM) ne soit encore négocié pour assurer l'avenir de l'agence.

France Télévisions est dans l'œil du cyclone de l'austérité avec des réductions budgétaires (-4%), des centaines d'emplois sont menacés, des émissions supprimées, notamment dans le domaine de l'information. Le projet de loi réformant le mode de nomination des présidents des entreprises de l'audiovisuel public sera présenté mi-mai en conseil des ministres en vue d'une adoption avant la fin de l'année. Mais il faudra attendre 2014 pour une grande loi audiovisuelle.

Le changement est donc plus que jamais à l'ordre du jour. Le syndicat SNJ-CGT, membre de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), interpelle le chef de l'Etat en cette journée de la liberté de la presse.

Il est urgent, comme l'avait promis le candidat Hollande pendant la campagne présidentielle :

- d'assurer par la loi l'indépendance des équipes rédactionnelles
- de faire respecter et de renforcer les mesures anti-concentrations
- de réformer les aides à la presse pour assurer le pluralisme
- de démocratiser l'audiovisuel public et de lui donner les moyens de son fonctionnement
- de réformer le CSA
- d'assurer la pérennisation du budget de l'AFP et le maintien de son statut d'agence mondiale.

Le syndicat SNJ-CGT demande à être reçu par le chef de l'Etat pour lui faire part de ses doléances.

Paris le 03/05/2013

SNJ CGT